



République du
Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

**DIRECTION DE LA PRÉVISION ET DES
ÉTUDES ÉCONOMIQUES**



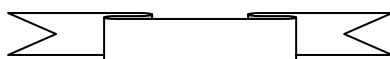
**CONJONCTURE MENSUELLE
DE L'ÉCONOMIE SÉNÉGALAISE**

Mars 2007

La note mensuelle de conjoncture est publiée au plus tard 30 jours après la fin du mois

DPEE/DSC@ Avril 2007

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Directeur : Sogué DIARISSO

Chef de Division :

Division des Projections Macroéconomiques et du suivi des Programmes : Souleymane DIALLO

Division des Synthèses Conjoncturelles: Oumy Ndiaye SARR

Division des Etudes, des Politiques Economiques Mouhamadou Bamba DIOP

EQUIPE DE REDACTION

Directeur de publication : Sogué DIARISSO

Coordonnateur : Oumy Ndiaye SARR

Rédacteurs :

Issa WADE : Environnement International et Agriculture

Sylvain Pierre NDIONE : Secteur Secondaire

Rama FALL GAYE : Elevage Pêche et Indice
du chiffre d'affaires des services

Serigne Moustapha SENE : Indice du chiffre d'affaires du commerce

Oumy Ndiaye SARR : IHPC

Baye Elimane GUEYE : TCER

Mbaye GUEYE : Commerce Extérieur

Mamadou CISSE : Finances Publiques

Baïdy Baro MBAYE : Monnaie et Crédit

AGENT D'APPUI

Mame Aminata DIAW Enquêtrice

Amadou Lamine KENA Enquêteur

AVANT PROPOS

Depuis plusieurs décennies, le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers l'ex-Direction de la Prévision et de la Conjoncture et l'ex-Direction de la Statistique, publie régulièrement une note de conjoncture trimestrielle. Au cours du temps, cette note a connu plusieurs mutations, du point de vue de sa structure, de son contenu et de la fréquence de sa diffusion, pour mieux orienter les décideurs et mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Le suivi de l'évolution de la conjoncture économique nationale comme internationale constitue aujourd'hui une option fondamentale pour les pays d'Afrique de l'Ouest de façon particulière.

A cet effet et face à la nécessité d'informer en temps réel les autorités compétentes pour une prise de décision optimale, la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE) s'est engagée à publier la note de conjoncture tous les mois. Cela s'est traduit par le raccourcissement des délais de publication à travers la mise en place et la publication d'un indice du chiffre d'affaires des entreprises assujetties à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Dans le cadre de l'élaboration de cet indice, la DPEE utilise les déclarations de TVA issues de la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID) pour calculer chaque mois un indice du chiffre d'affaires dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ainsi au niveau du secteur secondaire, un indice du chiffre d'affaires sera calculé chaque mois afin de suivre le secteur industriel, même si cet indicateur capte aussi bien les fluctuations de la production dans l'industrie, que celles relatives aux activités de commerce et de services connexes. Toutefois, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) continuera d'être publié tous les trimestres.

Au niveau des finances publiques, la réforme a visé l'élaboration d'un TOFE prévisionnel, sur la base notamment des informations fournies par la Direction Générale des Finances (DGF) et l'ensemble des régies financières.

La présente publication, qui est une première vise à :

- améliorer les indicateurs utilisés dans le cadre du suivi mensuel de la conjoncture de l'économie Sénégalaise ;
- élaborer des indicateurs avancés de suivi des activités économiques ;
- fournir des informations quantitatives fiables pour appréhender l'activité économique des différents secteurs dans un délai d'un mois ;
- mettre à disposition des outils fiables pour l'orientation de la politique économique ;
- mieux orienter la décision de l'autorité.

La DPEE remercie toutes les personnes physiques et morales pour leur aide et leur collaboration sans lesquelles notre mission d'informations serait difficile à remplir, en particulier la DGID et la DGF.

J'espère que cet outil d'information et de prise de décision, répondra aux attentes des autorités et des utilisateurs.

Sogué DIARISSO

SOMMMAIRE

SOMMMAIRE	2
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	4
RESUME	5
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1. Croissance économique mondiale	7
1.2. Prix à la consommation	7
1.3. Marché des changes	8
1.4. Marché des matières premières	9
II. SECTEUR PRIMAIRE	11
2.1. Agriculture : bilan de la campagne de commercialisation 2006/2007	11
2.2. Elevage : production en nette progression.....	11
2.3. La Pêche : reprise de l'activité	13
III. LE SECTEUR SECONDAIRE	15
3.1. Reprise du chiffre d'affaire dans l'industrie	15
3.2. Bonne tenue des activités de bâtiments et des travaux publics.....	16
IV. LE SECTEUR TERTIAIRE	17
4.1. Indices du chiffre d'affaires des services : bonne évolution d'ensemble.....	17
4.2. Profils contrastés des activités commerciales	18
V. INFLATION ET COMPETITIVITE	20
5.1. Les prix à la consommation : la tendance haussière s'accentue	20
5.2. Taux de change effectif réel : perte de compétitivité en mars 2007	21
VI. COMMERCE EXTERIEUR	23
6.1. Les exportations de biens en baisse	23
6.2. Les importations : reprise des importations en mars.....	24
VII. FINANCES PUBLIQUES	26
7.1. Evolution des recettes budgétaires	26
7.2. Evolution des effectifs de la fonction publique et de la masse salariale	26
VIII. MONNAIE ET CREDIT	27
8.1. Hausse des avoirs extérieurs nets	27
8.2. Crédit intérieur : Détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG), accroissement des crédits à l'économie	27
8.3. Augmentation de la liquidité globale de l'économie	28

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Pays de l'UEMOA.....	8
Tableau 2 : Taux de change en francs CFA.....	8
Tableau 3 : Taux de change du Franc CFA en monnaie locale.....	9
Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux de matières premières.....	9
Tableau 5 : Abattages contrôlés au Sénégal (Nombre et poids en tonnes par espèce).....	12
Tableau 6 : Débarquements de la pêche (en tonnes).....	13
Tableau 7: Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP base 100 en 2004 Erreur ! Signet non défini.	
Tableau 8 : Indice du Chiffre d'Affaires des Services (base 100 en 2004).....	17
Tableau 9 : Indice du chiffre d'affaires du commerce (base 100 en 2004)..... Erreur ! Signet non défini.	
Tableau 10 : Indice des prix à la consommation.....	20
Tableau 11 : Taux de change effectif réel.....	21
Tableau 12 : Exportations en valeur des principaux produits (<i>millions FCFA</i>).....	24
Tableau 13 : Importations en valeur des principaux produits (<i>millions FCFA</i>).....	25
Tableau 14 : La Situation Monétaire Intégrée.....	28

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du dollar en F CFA	8
Graphique 2 : Evolution des marchés des matières premières.....	10
Graphique 3 : Débarquements de la pêche au Sénégal	14
Graphique 4 : Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 5 : Indice du Chiffre d'Affaires des Services	18
Graphique 6 : Indice du chiffre d'affaires du commerce	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 7 : Indice Harmonisé des prix à la Consommation	21
Graphique 8 : Taux de Change Effectif Réel	22
Graphique 9 : Evolutions mensuelles des échanges extérieurs	24
Graphique 10 : Le crédit intérieur	28

RESUME

Après avoir enregistré une forte croissance en 2006, portée par l'ensemble des régions du monde, l'économie mondiale pourrait légèrement décélérer en 2007, passant de 5,1% à 4,9%. Le ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés, avec un taux de croissance qui passerait de 3,1% en 2006 à 2,7% en 2007 devrait impacter l'activité économique mondiale.

S'agissant des prix à la consommation, les pressions inflationnistes devraient se modérer en 2007 par rapport à 2006. En effet, le ralentissement de l'activité économique mondiale, le resserrement des politiques monétaires dans la plupart des économies industrialisées et la modération des prix des produits énergétiques sont autant de facteurs qui devraient atténuer les tensions inflationnistes en 2007.

En ce qui concerne les marchés monétaires et financiers, le ralentissement de l'activité économique, observé au début de l'année 2007, a conforté les orientations politiques amorcées dans les principales économies industrialisées depuis 2006. Sur le marché des changes, l'appréciation de l'euro face au dollar et aux autres monnaies occidentales se poursuit.

L'évolution des cours mondiaux de matières premières, s'est montrée globalement baissière au premier trimestre 2007, freinée par la modération de la demande dans les principales économies avancées. Toutefois, l'évolution des prix des produits de base a été très contrastée.

Au plan intérieur, le secteur primaire est marqué par fin de la campagne de commercialisation des produits agricoles qui s'est soldé par un niveau de collecte de 146 000 tonnes d'arachides sur un objectif global de 205 000 tonnes correspondant à une valeur de 22 milliards. Pour le coton, l'objectif de collecte a été largement dépassé

avec 52 000 tonnes. Ainsi, pour la campagne 2007, il a été globalement injecté dans le circuit officiel de commercialisation près de 28,5 milliards de F CFA.

Le secteur secondaire est caractérisé au mois de mars 2007 par une reprise de l'activité industrielle entraînant une hausse de 5,8% du chiffre d'affaires comparé au mois précédent. Toutefois, en glissement annuel, ce sont les BTP qui tirent le secteur secondaire avec une augmentation de leur chiffre d'affaires de 2,3% par rapport à mars 2006 et de 2,1% au premier trimestre 2007 comparé à la même période en 2006.

Quant au secteur tertiaire, il a été observé en mars 2007 un ralentissement d'ensemble du chiffre d'affaires de 4,1% pour les services et de 5,5% pour le commerce comparé au mois précédent. Par contre en glissement annuel, le chiffre d'affaires du secteur reste toujours soutenu face au dynamisme notamment des services de télécommunications et les ventes de carburant et de pièces détachées.

S'agissant des prix à la consommation, la tendance haussière observée depuis le début de l'année s'est accentuée au mois de mars 2007 avec une progression de 1,4% en variation mensuelle, tirée par les prix des produits alimentaires et de l'ameublement. En glissement annuel, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 6,0%, imputable à l'ensemble des produits. La hausse des prix est estimée en moyenne au premier trimestre 2007 à 5,1% comparée au premier trimestre de 2006.

Avec ce différentiel d'inflation défavorable vis-à-vis des pays partenaires, l'économie sénégalaise a enregistré au mois de mars 2007, une perte de compétitivité de 1,0% par rapport au mois précédent. En glissement annuel, les pertes sont estimées à 4,2% au mois de mars et situent à 3,2% sur les trois premiers mois de 2007.

Les échanges extérieurs de biens du Sénégal sont marqués au mois de mars 2007 par un déficit de 121,5 milliards suite à une hausse des importations qui n'ont pas été compensée par les exportations en baisse. Le déficit cumulé se situe à 315,7 milliards sur le premier trimestre contre 189,6 milliards pour la même période en 2006.

La situation monétaire en mars 2007 est caractérisée par une amélioration de 11,2 milliards des avoirs extérieurs nets qui ont atteint 791,9 milliards, une hausse de 30,2 milliards du crédit intérieur qui se situent à 1152,4 milliards. Par contre la Position Nette du Gouvernement s'est détériorée 12,8 milliard et reste en position débitrice de 39,1 milliards.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Croissance économique mondiale

Après avoir enregistré une forte croissance en 2006, portée par l'ensemble des régions du monde, l'économie mondiale pourrait décélérer en 2007, passant de 5,1% à 4,9%, affecté essentiellement par le ralentissement de l'activité dans les pays industrialisés. En effet dans les pays les moins avancés la croissance devrait s'établir globalement à 2,7% en 2007 contre 3,1% l'année précédente. La baisse de l'activité économique américaine, avec un taux de croissance estimé à 2,9% en 2007 après 3,4% en 2006, serait le principal facteur de ce repli de la croissance mondiale. Dans la zone euro et au Japon, l'activité économique s'est également montrée moins porteuse, avec des taux respectifs de

2,0% et 2,1% cette année contre 2,4% et 2,7% l'année passée.

Dans les pays en développement et dans et dans les économies en transition, en dépit d'un léger ralentissement de l'activité, la croissance est prévue toujours forte en 2007, avec un taux de 7,2% contre 7,3% en 2006, soutenue par l'expansion Chinoise et Indienne qui a engendré une plus grande croissance endogène, confortée par les relations commerciales et financières sud sud. Dans les moins avancés comme dans les pays pauvres, la croissance reste soutenue par la demande en produits de base quoiqu'elle demeure vulnérable au ralentissement dans les pays industrialisés et à la volatilité des marchés des capitaux et des produits de base.

1.2. Prix à la consommation

Après la hausse des prix à la consommation observée en 2006, principalement attribuée à l'augmentation des cours du pétrole, les pressions inflationnistes devraient s'atténuer en 2007 compte tenu du ralentissement de l'activité économique mondiale, du resserrement des politiques monétaires dans la plupart des économies industrialisées et de la modération des prix des produits énergétiques. Dans les pays avancés comme dans ceux en développement, les taux d'inflation sont attendus respectivement à 2,3% et à 5,0% en 2007 contre 2,6% et 5,2% en 2006.

Toutefois, dans certains pays africains l'évolution des prix devrait

connaître encore une importante hausse induite par les pénuries alimentaires, le niveau élevé des cours du pétrole et la dépréciation de leur monnaie.

Particulièrement dans les pays de la zone UEMOA, l'évolution des prix durant le premier trimestre 2007 est très contrastée, en glissement annuel. Au mois de mars 2007, les prix au Sénégal et en Côte d'Ivoire ont respectivement augmenté de 6% et de 3,2%, comparativement à la même période en 2006. Par contre, au Burkina Faso et au Niger, une déflation est observée au cours des trois premiers mois de 2007.

Tableau 1 : Pays de l'UEMOA

Libellés	2006						2007		
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Janvier	Février	Mars
Sénégal	1,9	2,2	3,1	3,2	1,9	1,5	4,4	5,1	6,0
Code d'Ivoire	1,9	2,2	2,1	2,5	2,9	3,4	2,6	2,8	3,2
Mali	4,7	3,8	4,4	2,5	1,2	1,5	2,4	1,0	0,8
Niger	3,2	3,2	2,4	1,2	1,4	-1,1	-0,4	-0,5	-1,3
Burkina	6,3	6,6	3,8	3,0	3,7	0,2	0,1	-1,4	-0,5
Bénin	4,8	5,9	4,1	5,2	5,9	4,2	4,1	—	—
Togo	3,9	3,4	3,1	3,6	2,6	2,4	1,1	—	—

Source : AFRISTAT

1.3. Marché des changes

1.3.1. MARCHE DES DEVICES

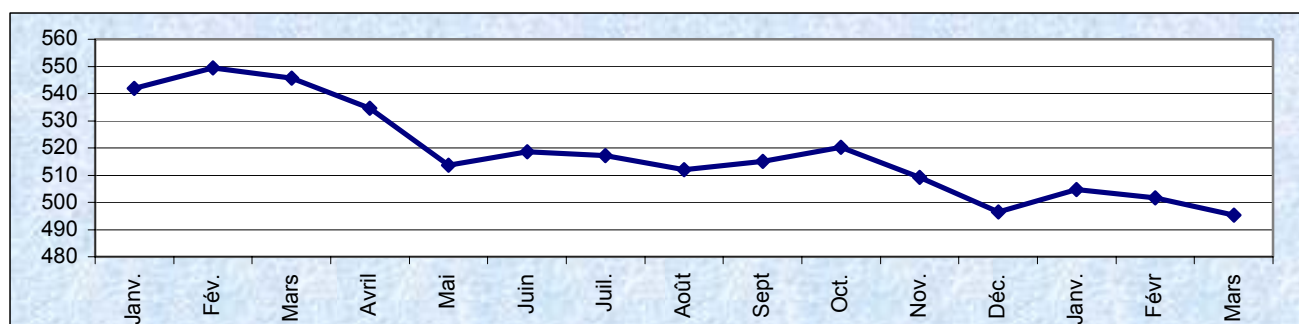
Sur le marché des changes, le franc CFA poursuit sa dépréciation face au dollar et au yen. Sur le premier trimestre de 2007, le niveau d'appréciation en glissement annuel est estimé à plus de 8% par rapport

au dollar et de près de 11% comparé au yen. Par contre, face à la livre sterling le franc CFA s'est déprécié de 2,4% sur la période.

Tableau 2 : Taux de change en francs CFA

Libellés	2006				2007				Variation	
	Janv.	Fév.	Mars	Trimestre	Janv.	Fév.	Mars	Trimestre	Mars	Trimestre
Dollar	542,0	549,5	545,7	545,7	504,7	501,7	495,4	500,6	-9,2%	-8,3%
Dts	784,4	788,9	785,4	786,2	754,4	751,2	746,8	750,8	-4,9%	-4,5%
Yen	4,7	4,7	4,7	4,7	4,14	4,2	4,2	4,2	-9,2%	-10,6%
Livre sterling	956,3	960,5	951,6	956,2	989,7	984,9	961,8	978,8	1,1%	2,4%
euro	656,0	656,0	656,0	656,0	656,0	656,0	656,0	656,0	0,0%	0,0%

Source : AFRISTAT, Latribune, Produitdoc

Graphique 1 : Evolution du dollar en F CFA

1.3.2. MARCHE DES MONNAIES NATIONALES

Sur le marché locales des pays de la Sous-région Ouest Africaine, la plupart des monnaies se sont dépréciées face au F CFA en ce début de l'année 2007. Le franc Guinéen, s'est déprécié de près de 46% au premier

trimestre, en glissement annuel. Comparé au Dalasis, au Cedis et au Naira, le Franc CFA s'est apprécié respectivement de 6,7%, 19,60% et 8,1% comparativement au premier trimestre de 2006.

Tableau 3 : Taux de change du Franc CFA en monnaie locale

Libellés	2006		2007				Variation	
	Mars	Trimestre	Janv.	Fév.	Mars	Trimestre	Mars	Trimestre
Franc Guinéen	8,100	8,27	11,11	12,50	12,500	12,04	50,6%	45,6%
Ouguiya	0,493	0,49	0,53	0,53	0,543	0,54	9,1%	8,9%
Dalasis	0,052	0,05	0,06	0,05	0,055	0,06	7,1%	6,7%
Cedis	16,730	16,72	20,00	20,00	20,000	20,00	20,5%	19,6%
Naira	0,233	0,23	0,25	0,25	0,256	0,25	8,4%	8,1%

Source : AFRISTAT, Latribune, Produitdoc

1.4. Marché des matières premières

L'évolution des cours mondiaux de matières premières s'est montrée globalement baissière au premier trimestre de 2007, freinée par la modération de la demande dans les principales économies avancées. Toutefois, d'une catégorie à une autre, l'évolution des prix des produits de base a été très contrastée. S'agissant des matières industrielles hors énergie, la baisse des prix est surtout liée à la chute du marché des produits minéraux, notamment

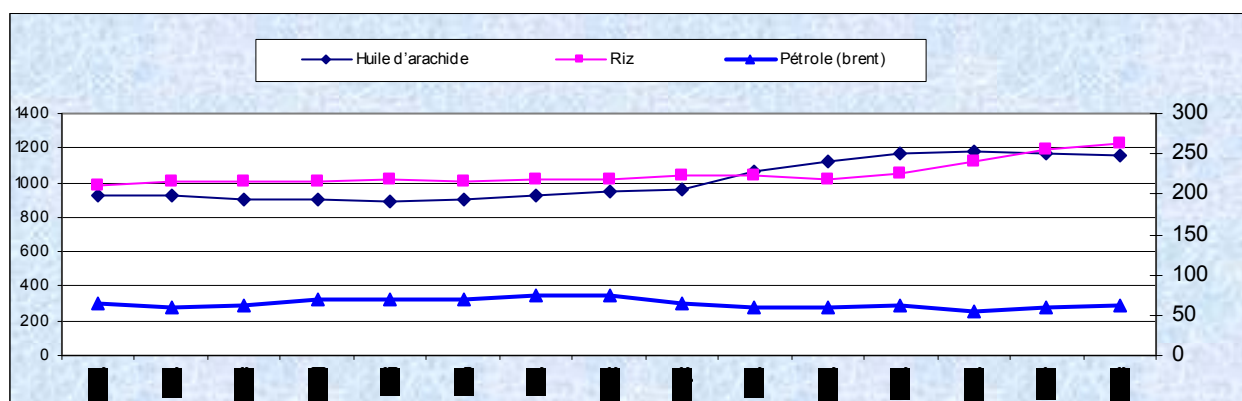
les métaux non ferreux. Par contre, au niveau du marché des produits agro-industriels et des matières alimentaires le raffermissement des cours se poursuit avec la même tendance, soutenue principalement par les oléagineux et les céréales. Sur le marché du pétrole, le prix moyen du baril se situe à 59 dollars en moyenne durant le premier trimestre de 2007.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux de matières premières

Libellés	2006				2007				Variation	
	Janv.	Fév.	Mars	Trimestre	Janv.	Fév.	Mars	Trimestre	Mars	Trimestre
Huile d'arachide	930	921	902	918	1180	1173	1157	1170	27,4%	27,5%
Huile de palme	424	445	440	436	599	605	622	609	36,0%	39,5%
Coton	1301	1340	1293	1311	1302	1277	1280	1286	-4,7%	-1,9%
Riz (Thaïl.)	211	215	215	214	242	255	263	253	18,2%	18,3%
Sucre	347	398	380	375	241	233	230	235	41,4%	-37,4%
Pétrole (brent)	64	60	62	62	56	59	62	59	-1,8%	-5,1%

Sources : AFRISTAT, La Tribune et Produit doc

Graphique 2 : Evolution des marchés des matières premières



Sur le marché des **produits oléagineux**, la hausse des cours est essentiellement liée au développement des biocarburants qui a induit un déséquilibre des fondamentaux du marché. Ainsi, au premier trimestre de 2007, le prix de l'huile d'arachide a augmenté de plus de 27% contre près de 40% pour l'huile de palme.

En ce qui concerne le **coton**, au premier trimestre de 2007, le marché a concrétisé son fléchissement entamé à la fin de 2006, avec une baisse estimée à près de 2% en glissement annuel. Cette baisse des prix s'expliquerait principalement par la bonne campagne agricole 2006/2007, avec une hausse de la production mondiale de 3%.

S'agissant du marché **du riz**, la fermeté du marché est essentiellement imputable à la demande en provenance d'Asie face une production mondiale en baisse, passant de 632 millions de tonnes

en 2005/2006 à 630 tonnes en 2006/2007. Au premier trimestre de 2007, le prix du riz a augmenté de plus de 18% en glissement annuel.

Après avoir baissé durant la seconde moitié de 2006, les cours mondiaux **du pétrole** se sont progressivement redressés au cours des trois premiers mois de 2007, avec un cours qui fluctue en moyenne autour de 59\$/b. Ce redressement s'analyse comme une réaction à la combinaison de plusieurs facteurs favorables à la hausse, portant notamment sur la vague de froid en Amérique du nord, la baisse des stocks et l'incertitude géopolitique du Moyen-Orient. Toutefois, le niveau des prix estimé est toujours inférieur de plus de 5% comparé à celui de la même période l'année précédente, évalué à 62\$/b en moyenne.

II. SECTEUR PRIMAIRE

2.1. Agriculture : bilan de la campagne de commercialisation 2006/2007

La campagne de commercialisation de l'arachide s'est officiellement déroulée du 15 décembre 2006 au 21 avril 2007 dans un contexte particulièrement marqué par l'effectivité de la privatisation de la SONACOS, appelé désormais SUNEOR depuis le premier janvier 2007.

L'objectif global de collecte a été fixé à 205 000 tonnes, réalisé à hauteur de 71%, correspondant à 146 000 tonnes.

Compte tenu de la conjoncture difficile que traverse la filière arachidière tant au plan interne qu'externe, l'Etat a pris d'importantes mesures d'ordre fiscal, financier, économique et social pour protéger le producteur. En effet, le prix au producteur du kilogramme d'arachide a

bénéficié d'une subvention de 40 francs pour atteindre 150 francs. Ainsi, au terme de la campagne de commercialisation, près de 22 milliards de F CFA ont été injectés dans le circuit officiel de la commercialisation.

S'agissant de la commercialisation du coton, la campagne s'est installée du 25 décembre 2006 au 21 avril 2007. Le tonnage collecté s'élève à 52 000 tonnes sur un objectif de 47 700 tonnes, soit un taux de réalisation de 109 % par rapport aux prévisions et une augmentation 13% comparativement à la campagne passée. Près de 6,2 milliards de F CFA ont été injectés dans la filière.

2.2 Elevage¹ : production en nette progression

¹ L'estimation de la production de viande se fait à partir de l'abattage contrôlé au niveau des abattoirs du pays. En effet, l'essentiel de cette production est constitué par les bovins et les ovins qui contribuent pour presque 94% de la production totale. La région de Dakar, fournit presque 73% de l'abattage contrôlé au niveau national.

Durant le mois de mars 2007, la production de viande est estimée à 1 825 tonnes contre 1 527 tonnes au mois précédent, soit une hausse de 19,5%. En glissement annuel et pour le cumul du premier trimestre 2007 comparé à la même période en 2006, des hausses respectives de 16,4% et 18,8% ont été également notées.

2.2.1. Les bovins

Au cours du mois de mars 2007, il a été produit 1 296 tonnes de viande pour un abattage de 7 824 bovins, contre 1 099 tonnes pour 6 767 unités en février 2007, soit une augmentation de 17,9% pour le poids. Le mois de mars 2007 comparé au même mois en 2006 affiche une hausse de 12,1%. La production cumulée de viande de bœuf au premier trimestre de 2007 comparée à celui 2006 a progressé de 16,1%.

2.2.2. Les ovins

Le mois de mars 2007 a enregistré une production de 413 tonnes de viande découlant de l'abattage de 30 286 ovins, contre 320 tonnes pour 23 214 unités un mois auparavant, soit une hausse de 29%

pour le poids. En glissement annuel, une augmentation de 31,8% est observée pour le poids. Le cumul des trois premiers mois de 2007 comparé à celui de 2006 fait état d'une hausse de 27,3%.

2.2.3. Les caprins

Concernant les caprins, 97 tonnes de viande ont été produites d'un abattage de 9 836 têtes, contre 89 tonnes pour 8 960 unités en février 2007, soit un accroissement de 8,7%. En glissement annuel comme pour le cumul du premier trimestre de 2007 comparativement à celui de 2006, des hausses respectives de 25,3% et 31,7% sont également notées.

2.2.4. Les porcins

S'agissant des porcins, au cours du mois de mars 2007 la production de viande a été évaluée à 12 tonnes découlant de 260 unités, contre 11 tonnes pour un effectif de 249 têtes au mois précédent, soit une hausse de 10%. Cependant en glissement annuel comme pour le cumul des trois premiers mois de 2007 comparé à 2006 des baisses respectives de 7,1% et 11% ont été notées.

Tableau 5 : Abattages contrôlés au Sénégal (Nombre et poids en tonnes par espèce)

Espèce		2006		2 007		Variation (en %)		
		février	mars	février @	mars	mar-07/ févr-07	mar-07/ mar-06	cumul 07/06
Bovins	Nombre	6 303	7 127	6 767	7 824	15,6	9,8	13,6
	Poids	1 005	1 156	1 099	1 296	17,9	12,1	16,1
Ovins	Nombre	18 980	22 942	23 214	30 286	30,5	32,0	25,4
	Poids	255	313	320	413	29,0	31,8	27,3
Caprins	Nombre	6 088	7 765	8 960	9 836	9,8	26,7	34,1
	Poids	63	77	89	97	8,7	25,3	31,7
Porcins	Nombre	289	288	249	260	4,4	-9,7	-13,7
	Poids	12	13	11	12	10,0	-7,1	-11,0
Equins	Nombre	63	63	77	67	-13,0	6,3	29,4
	Poids	4	4	6	5	-15,0	11,4	40,6
Asins	Nombre	57	80	43	51	18,6	-36,3	-33,0
	Poids	2	3	2	2	19,0	-31,6	-27,7
POIDS TOTAL		1 342	1 568	1 527	1 825	19,5	16,4	18,8

Source: DIREL/SOCAS

© Données rectifiées par rapport à la précédente publication

2.3. La Pêche : reprise de l'activité

Malgré la reprise de l'activité notée ces derniers mois, le secteur de la pêche reste toujours affecté par la rareté de la ressource.

2.3.1 La pêche artisanale

Les débarquements de la pêche artisanale en mars 2007 ont atteint 30 579 tonnes, contre 31 973 tonnes au mois précédent, soit une baisse de 4,4%. Cette baisse résulte de la situation observée au niveau des principales zones de débarquement que sont : Thiès (-4,5%), St Louis (-21,2%) et Dakar (-1,8%). Par contre, le glissement annuel affiche une hausse de 8,6%. Le premier trimestre 2007 comparativement à celui 2006 fait état d'une augmentation de 3,8%. La région de Thiès, première zone de débarquement de la pêche artisanale (plus de 65% des prises), a vu ses prises fléchir de 0,5% en comparant les trois premiers mois de 2007 à ceux de 2006.

2.3.2 La pêche industrielle

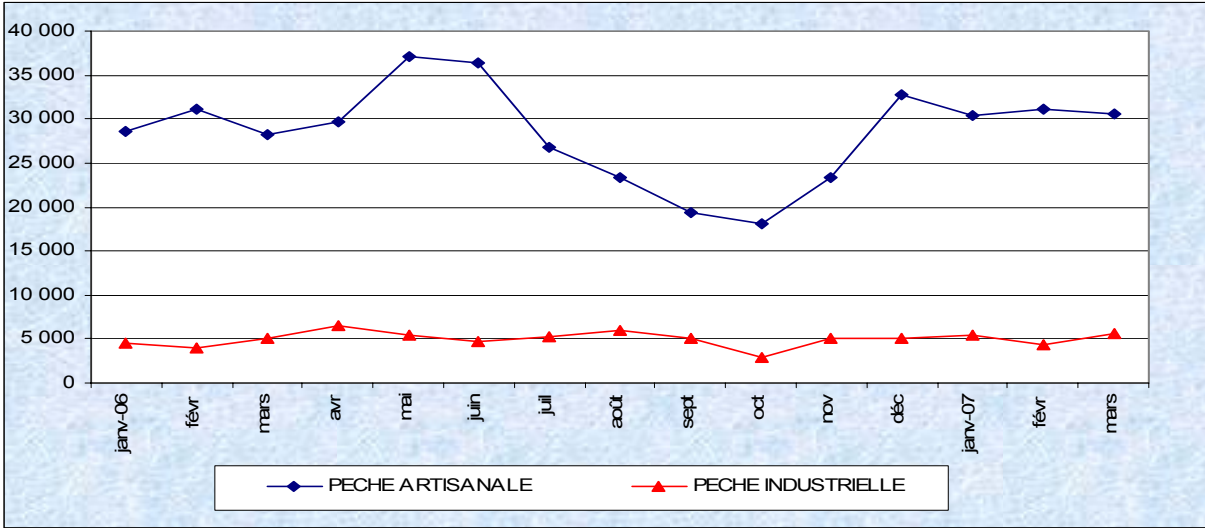
Les débarquements de la pêche industrielle sont passés de 4 388 tonnes à 5 539 tonnes entre février et mars 2007, soit une hausse de 26,2% en variation mensuelle et de 9% en glissement annuel. Quant au premier trimestre de 2007 comparativement à celui 2006, les débarquements ont progressé de 11,9%.

Tableau 6 : Débarquements de la pêche (en tonnes)

période	2006		2007		Variation (en %)		
	février	mars	février*	mars*	mar-07/ févr-07	mar-07 /mar-06	Cumul 07/06
Pêche artisanale par région							
Dakar	2 649	2 673	2 867	2 815	-1,8	5,3	0,3
Thiès	22 627	18 295	20 968	20 024	-4,5	9,5	-0,5
St Louis	3 499	3 784	5 550	4 375	-21,2	15,6	29,2
Ziguinchor	1 316	1 920	1 594	2 012	26,2	4,8	8,6
Fatick*	960	1 372	901	1 201	33,3	-12,5	-6,2
Kaolack	58	63	61	95	55,7	50,8	19,9
Louga	18	43	32	57	78,1	32,6	48,4
Total pêche artisanale	31 127	28 150	31 973	30 579	-4,4	8,6	3,8
Pêche industrielle	3 984	5 082	4 388	5 539	26,2	9,0	11,9

Source: DPM ; PAD; estimations DPEE * = données provisoires pour la pêche artisanale

Graphique 3 : Débarquements de la pêche au Sénégal



III. LE SECTEUR SECONDAIRE

Durant le mois de mars 2007, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur secondaire, a augmenté de 5,8% par rapport au mois de février 2007, grâce aux résultats positifs relevés au niveau de l'industrie (+6,8%).

En glissement annuel, le chiffre d'affaires a connu une variation de 2,3% en mars 2007, et 2,1% en moyenne durant le premier trimestre, sous l'impulsion du bâtiment et des travaux publics.

Tableau 7: Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP (base 100 en 2004)

Pond	BRANCHES	2006		2007				2007	2007/2006	
		Mars	Trim.	Jan.	Fév.	Mars	Trim.	Mars/ Fév.	Mars	Trim.
28	INDUSTRIES EXTRACTIVES	75,8	77,8	90,3	84,4	77,1	83,9	-8,6	1,7	7,9
352	INDUSTRIES ALIMENTAIRES	141,1	132,2	140,1	138,9	151,9	143,6	9,4	7,7	8,7
14	TEXTILES	141,1	94,7	63,3	59,4	85,5	69,4	43,9	-39,4	-26,7
5	CUIR	79,0	80,4	95,1	94,2	95,2	94,8	1,0	20,5	18,0
4	INDUSTRIES DU BOIS	146,2	111,8	96,0	117,9	133,3	115,7	13,1	-8,8	3,5
10	PAPIER CARTON	123,2	118,0	137,9	144,4	139,6	140,6	-3,3	13,3	19,2
16	EDITION IMPRIMERIE	101,5	92,5	82,2	82,6	94,7	86,5	14,6	-6,8	-6,5
	Raffinerie de pétrole	141,3	80,4	52,8	4,5	0,0	19,1	//	//	-76,3
	Industries chimiques de base	0,7	59,0	59,2	34,8	36,6	43,5	5,2	>100	-26,2
107	INDUSTRIES CHIMIQUES	106,3	94,3	78,3	79,4	82,9	80,2	4,4	-22,0	-14,9
23	CAOUTCHOUC et PLASTIQUE	103,4	94,3	120,5	120,6	125,3	122,1	3,9	21,2	29,5
103	MATERIAUX DE CONSTRUCTION	162,3	142,5	125,2	135,6	130,5	130,4	-3,8	-19,6	-8,5
16	INDUSTRIES METALLURGIQUES	130,5	110,9	99,7	100,4	84,3	94,8	-16,0	-35,4	-14,5
7	FABRICAT.DE MACHINES & MATERIELS	100,0	88,8	81,0	95,3	32,8	69,7	-65,6	-67,2	-21,5
7	REPARATION NAVALE	141,1	159,2	86,0	61,0	85,1	77,4	39,5	-39,7	-51,4
148	ENERGIE	112,7	123,6	115,9	103,0	123,3	114,1	19,7	9,4	-7,7
851	INDUSTRIE	128,8	121,3	119,1	118,1	126,2	121,1	6,8	-2,0	-0,1
55	HYDRAULIQUE & TUYAUTERIE	94,7	99,8	98,1	101,1	134,6	111,3	33,1	42,0	11,5
87	PREPRAT. SITES & CONSTRUCT.BTP	89,2	107,2	121,6	145,0	124,9	130,5	-13,8	40,0	21,8
7	TRAVAUX D'INSTALLAT. & FINITION	148,9	122,8	101,9	128,6	124,6	118,4	-3,1	-16,3	-3,6
149	BATIMENTS TP CONSTRUCTIONS	94,0	105,2	112,1	128,1	128,4	122,9	0,3	36,6	16,8
1 000	INDICE D'ENSEMBLE	123,6	118,9	118,1	119,6	126,5	121,4	5,8	2,3	2,1

Source : DPEE

3.1. Reprise du chiffre d'affaire dans l'industrie

En mars 2007, le chiffre d'affaires de l'industrie a augmenté de 6,8% par rapport à février 2007, grâce à la bonne tenue des industries alimentaires et à la reprise progressive des activités des industries chimiques, notamment la chimie de base. Toutefois les industries chimiques fonctionnent en deçà de leur potentiel, du fait notamment des difficultés des activités de raffinage et de la chimie de base. Hormis les contre performances relevées

au niveau des industries extractives (-8,6%) et des matériaux de construction (-3,8%), les autres activités ont enregistré une bonne évolution.

En glissement annuel, le chiffre d'affaires de l'industrie a diminué de 2,0% du fait des fortes baisses relevées au niveau des industries textiles (-39,4%), des industries chimiques (-22,0%) et des matériaux de construction (-19,6%).

Le cumul du chiffre d'affaires pour le premier trimestre 2007 a connu une légère baisse (-0,1%), par rapport à fin mars 2006, essentiellement due aux évolutions

négligentes notées dans les industries chimiques (-14,9%), l'énergie (-7,7%), les textiles (-26,7%).

3.2. Bonne tenue des activités de bâtiments et des travaux publics

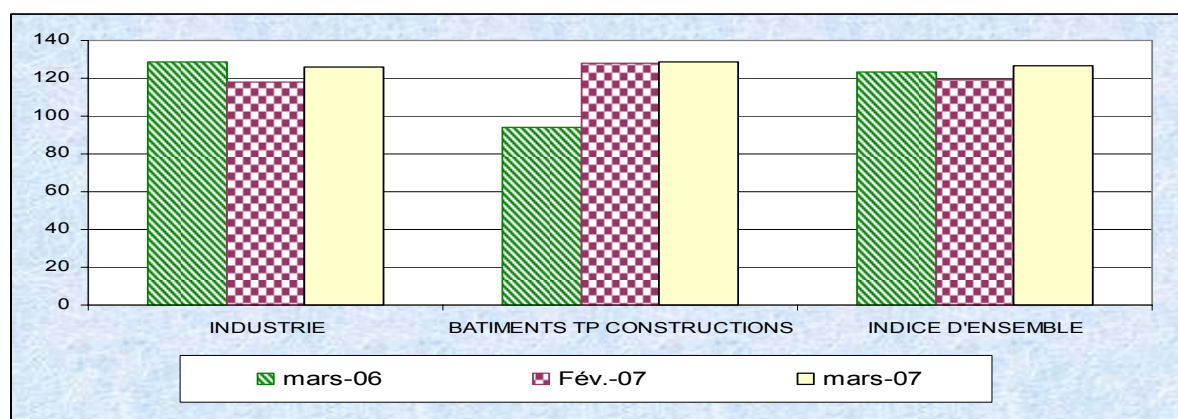
En mars 2007, le chiffre d'affaires du secteur des BTP n'a crû que de 0,3% en variation mensuelle. L'absence de tension reflète le recul des activités de « préparation de site et construction de BTP » (-13,8%) et « travaux d'installation et de finition » (-3,1%), qui a quasiment annulé l'effet de la bonne tenue de l'«hydraulique et tuyauterie» (33,1%) sur le secteur.

Par rapport à mars 2006, le chiffre d'affaires du secteur a enregistré une hausse de 36,6%, consécutive à la hausse

de près de 40% notée dans les sous-secteurs « hydraulique et tuyauterie » et « préparation de site et construction ». Par contre, les « travaux d'installation et de finition » ont connu un repli de 16,3%.

Le cumul en fin mars 2007 des prestations effectuées dans les BTP et constructions laisse apparaître une hausse de 16,8% par rapport à la même période de 2006, grâce à la bonne tenue de la «préparation de site et construction» (21,8%) et « hydraulique et tuyauterie » (11,5%).

Graphique 4 : Indice du chiffre d'affaires de l'industrie et des BTP



IV. LE SECTEUR TERTIAIRE

Les prestations de services en mars 2007 ont connu une baisse mensuelle de 4,1%, imputable essentiellement au transport ferroviaire et aux postes et télécommunications. Par rapport à l'année dernière, l'indice du chiffre d'affaires des services a, en revanche, nettement

augmenté (17,5%) en mars et 11,9% pour le premier trimestre.

Le chiffre d'affaires du commerce a fléchi de 5,5% en mars 2007, par rapport au mois de février. Par contre, en glissement annuel, les ventes des entreprises commerciales ont progressé, au mois de mars (12,6%) et durant le premier trimestre (16,5%).

4.1. Indices du chiffre d'affaires des services : bonne évolution d'ensemble.

Au mois de mars 2007, le chiffre d'affaires des Services a enregistré une baisse de 4,1% par rapport au mois précédent, du fait des transports Ferroviaires (-32,6%), et les Postes et Télécommunications (-12,7%). Cette évolution cache cependant les résultats appréciables enregistrés au niveau des Services immobiliers, du transport terrestre et des autres services.

Cependant en comparaison au mois de mars 2006, une hausse de 17,5% est notée imputable: aux services immobiliers

(53,4%), Autres Services (47,2%), Transport Ferroviaire (35,7%), Postes et Télécommunications (29,1%).

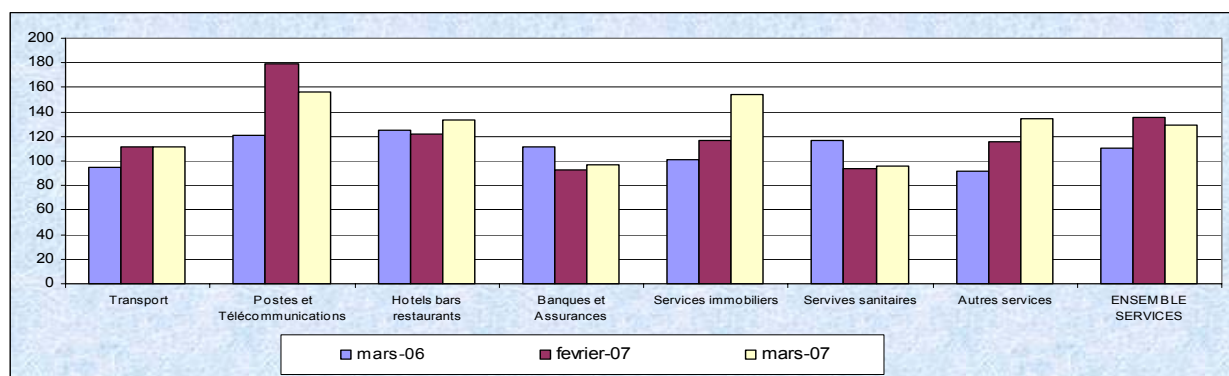
Le chiffre d'affaires cumulé du premier trimestre de 2007 par rapport à celui de 2006 confirme la bonne tendance du secteur avec une progression d'ensemble de 11,9%. Cette performance se ressent au niveau de toutes les sous branches à l'exception des Services sanitaires (-18,2%), du transport ferroviaire (-5,1%) et des Hôtels bars restaurants (-4,5%).

Tableau 8 : Indice du Chiffre d'Affaires des Services (base 100 en 2004)

Branches	Branches	variation en %								
		2006		2007			2007		2007/2006	
		mars	3 mois	janvier	Mars	mars	3 mois	mars/févr.	mars	3 mois
35	TRANSPORT FERROVIAIRE	41,6	82,9	95,7	83,8	56,4	78,6	-32,6	35,7	-5,1
19	TRANSPORT TERRESTRE	154,7	123,3	111,2	139,3	169,9	140,1	22,0	9,9	13,7
97	TRANSPORTS AERIENS	82,8	93,8	101,1	100,0	103,5	101,5	3,5	25,0	8,2
98	AUXILLIAIRES DE TRANSPORT	115,1	119,4	115,6	128,2	127,5	123,8	-0,6	10,7	3,7
250	Transport	95,2	104,6	106,8	111,8	111,4	110,0	-0,4	17,0	5,2
391	Postes et Télécommunications	121,1	140,8	174,6	179,1	156,4	170,0	-12,7	29,1	20,8
62	Hôtels bars restaurants	125,3	127,0	109,0	121,9	133,1	121,3	9,2	6,2	-4,5
196	Banques et Assurances	111,0	103,6	117,6	92,2	96,9	102,2	5,1	-12,7	-1,3
10	Services immobiliers	100,8	111,0	116,8	116,8	154,6	129,4	32,4	53,4	16,6
12	Services sanitaires	116,5	116,5	96,9	93,7	95,4	95,4	1,9	-18,1	-18,2
80	Autres services	91,4	96,7	121,7	115,7	134,6	124,0	16,3	47,2	28,2
1000	ENSEMBLE SERVICES	110,3	119,5	136,8	135,1	129,6	133,8	-4,1	17,5	11,9

Source DPEE

Graphique 5 : Indice du Chiffre d'Affaires des Services



4.2. Profils contrastés des activités commerciales

L'activité commerciale, en recul mensuel (-5,5%) en mars 2007, n'a pas préservé la croissance (3,3%) obtenue en février. La contre-performance s'analyse d'abord par le repli dans la grande distribution (-11,5%). Celle-ci, en dépit de la bonne tenue du commerce de produits agricoles et des textiles -environ 60% de croissance chacun-, a souffert principalement de la réduction des ventes de matériaux de construction (-63,0%), et des autres biens de consommation. La baisse du chiffre d'affaires du commerce est aussi liée au recul du commerce de pièces détachées (-27,9%) et de véhicules

(-24,6%). Le petit commerce s'est, en revanche, mieux comporté (9,5%), alors que les ventes de carburant n'ont quasiment pas varié relativement au mois de février.

Par rapport au mois de mars 2006, le chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 12,6%, grâce essentiellement à la croissance des ventes de carburant (34,0%), de pièces détachées (18,0%), et la bonne tenue du commerce de détail (24,8%). A l'opposé, le commerce de gros a subi un retrait de 3,3%, consécutif notamment à la baisse des ventes de matériaux de construction (43,9%).

Tableau 9 : Indice du chiffre d'affaires du commerce (base 100 en 2004)

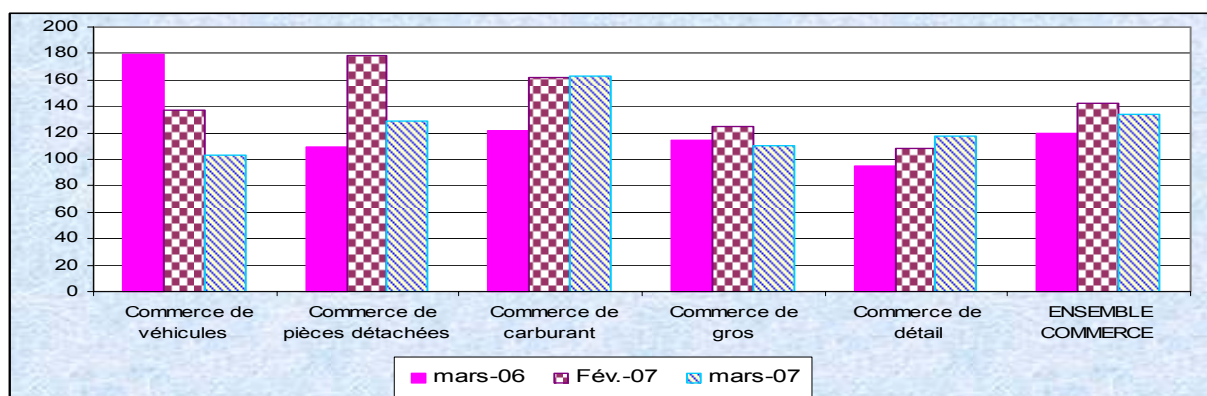
Branches	2006	2007			Variation en %		
	Mars	Jan.	Fév.	Mars	Mars07/Fév07	Mars07/Mars06	Trim.
Commerce de véhicules	178,9	153	136,7	103,1	-24,6	-42,4	-25,8
Commerce de pièces détachées	108,9	119,5	178,3	128,5	-27,9	18,0	26,3
Commerce de carburant	121,4	169,7	161,8	162,6	0,5	34,0	37,6
Commerce de gros de produits agricoles	60,8	102,6	68,5	109,7	60,1	80,3	32,2
Commerce d'autres biens de consommation	95,2	103,4	139,5	93,4	-33,0	-1,9	11,1
Commerce de gros de textiles	263,7	103,3	241,6	383,8	58,9	45,6	39,1
Commerce produits pharmaceutiques	113,5	106,6	99	106,8	7,9	-5,8	1,7
Commerce matériaux de construction	130,0	114	197,2	73,0	-63,0	-43,9	12,3
Commerce machines, équipements électriques	95,1	145,1	139,5	115,4	-17,3	21,3	9,5
Autres commerce de gros	134,9	106,6	87,5	110,9	26,7	-17,8	-18,9
Commerce de gros	114,0	106,8	124,5	110,2	-11,5	-3,3	2,9
Vente magasin spécialisé	95,7	107,9	100	119,7	19,7	25,1	-15,2
Vente spécialisée de quincaillerie	119,4	93,4	122,6	102,9	-16,0	-13,8	-17,5
Vente spécialisée de livres, journaux	100,6	109,7	90,8	68,9	-24,1	-31,5	-17,3
Vente matériels de bureaux	83,9	104,4	118,9	134,3	13,0	60,2	0,4
Commerce de détail	94,6	105,3	108,1	118,0	9,2	24,8	-10,4
ENSEMBLE COMMERCE	119,233	137,6	142,2	134,3	-5,5	12,6	16,5

Source : DPEE

Relativement au premier trimestre de l'année 2006, le commerce en 2007 a révélé dans l'ensemble un dynamisme certain (16,5%), en dépit des évolutions contrastées. Le commerce de carburant a

progressé de 37,6%, celui de gros de 2,9%. A l'opposé, les ventes de véhicules ont régressé (-25,8%), de même que le petit commerce (-10,4%).

Graphique 6 : Indice du chiffre d'affaires du commerce



V. INFLATION ET COMPETITIVITE

5.1 Les prix à la consommation : la tendance haussière s'accroît

La tendance haussière des prix à la consommation observée depuis le début de l'année s'est accentuée au mois de mars 2007 avec une progression de 1,4% en variation mensuelle, tiré par les prix des produits alimentaires, qui ont augmenté de 2,9%, et ceux des meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer

(1,4%). En glissement annuel, les prix ont enregistré une augmentation de 6,0%, imputable à l'ensemble des produits, notamment les produits alimentaires (6,6%) et du «logement et énergie» (13,3%). En moyenne sur le premier trimestre 2007, il a été observé une hausse des prix de 5,1% comparé à la même période en 2006.

Tableau 10 : Indice des prix à la consommation

Libellés	2006	2007			Variation		
	Mars	Jan.	Fév.	Mars	Mars 07/ Fév. 07	Mars 07/ Mars 06	T1 Trimestre
INDICE GLOBAL	113,6	117,5	118,8	120,4	1,4	6,0	5,1%
Produits alimentaires, boissons non alcoolisées	119,0	121,2	123,3	126,9	2,9	6,6	5,2%
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	118,9	119,5	134,1	134,7	0,4	13,3	9,0%
Santé	161,4	165,6	165,4	165,6	0,1	2,6	3,0%
Transports	122,4	122,8	122,8	123,0	0,1	0,5	0,9%
Communications	107,0	107,0	107,0	107,0	0,0	0,1	0,0%

Source : ANSD

La hausse des produits alimentaires s'accroît

Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées ont enregistré, en mars 2007, des hausses de 2,9% en variation mensuelle et de 6,6% en glissement annuel. Ce renchérissement d'ensemble des produits alimentaires, découle d'une part des prix des «poissons et autres produits de la pêche» qui souffrent de la rareté de la ressource. D'autre part, les «céréales non transformées» ont crû en variation mensuelle et en glissement annuel respectivement de 4,6% et de 10,5% en raison du déficit de la production agricole en 2006 dans un contexte de réduction de l'offre mondiale de riz principal consommation de base. En moyenne sur le premier trimestre 2007, la croissance des prix a atteint 5,2% relativement à la même période en 2006.

Prix du « logement et Energie » toujours élevé

Malgré un léger accroissement au mois de mars 2007 (0,4%) comparée au mois précédent, les prix du «logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles» reste toujours élevés (13,3%) par rapport à mars 2006 et est imputable à la hausse du prix de l'énergie (22,3%), suite à l'augmentation progressive du . Au premier trimestre 2007 il est observé une croissance moyenne des prix du « logement et Energie » de 12,4% comparée au premier trimestre 2006.

Les services de santé : la pharmacopée traditionnelle coûte plus cher

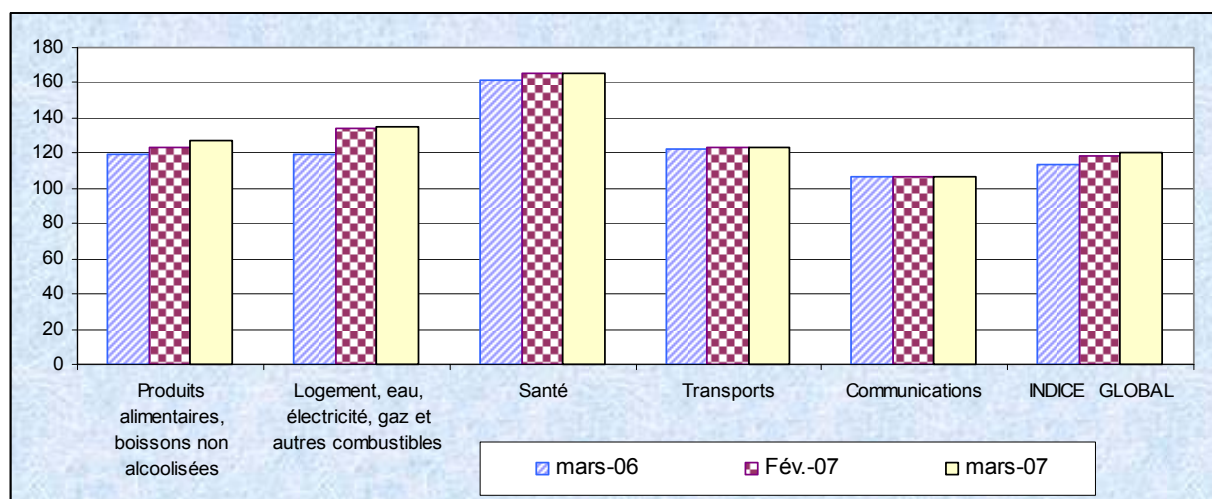
Durant le mois de mars 2007, les prix de la «santé» sont restés quasi stables (0,1%) par rapport au mois précédent. En revanche, comparée à la même période de l'année dernière, les prestations sanitaires ont marqué une hausse de +2,6%. En cumul sur les trois premiers mois de

2007, il est observé une croissance moyenne de 3,0%. Ce renchérissement des prix de la santé est lié à la hausse de 6,3% des produits de la pharmacopée traditionnelle.

Les prix du transport en légère hausse

Les prix du transport en mars 2007, après une stabilité en février ont subi une légère hausse de 0,1% et de 0,5% en glissement annuel, à la suite de la récente augmentation des prix à la pompe du carburant. En moyenne sur les trois premiers mois de 2007, la hausse est de 1,0% par rapport au premier trimestre 2006.

Graphique 7 : Indice Harmonisé des prix à la Consommation



5.2. Taux de change effectif réel : perte de compétitivité en mars 2007

Au mois de mars 2007, l'économie sénégalaise a enregistré une perte de compétitivité de 1,0% par rapport au mois précédent imputable essentiellement à un différentiel d'inflation défavorable vis-à-vis des pays partenaires.

Par rapport à la zone UEMOA, une perte de compétitivité de 0,8% est constatée entre les mois de février et mars 2007. Cette perte a été induite par la hausse en moyenne du niveau général des prix de nos partenaires (0,6%) moins marquée que celle des prix intérieurs (1,4%) entre les deux derniers mois.

Tableau 11 : Taux de change effectif réel

	janv-06	févr-06	mars-06	janv-07	fev-07	mars-07
Prix intérieurs (IHPC)	112,6	113	113,6	117,5	118,8	120,4
Global						
Prix extérieurs	134,37	134,79	135,59	139,97	140,38	141,14
TCEN	111,37	110,65	110,89	113,27	113,30	113,57
TCER	93,33	92,76	92,91	95,08	95,88	96,88
<i>Variations mensuelles (TCER)</i>	0,1%	-0,6%	0,2%	-0,3%	0,8%	1,0%

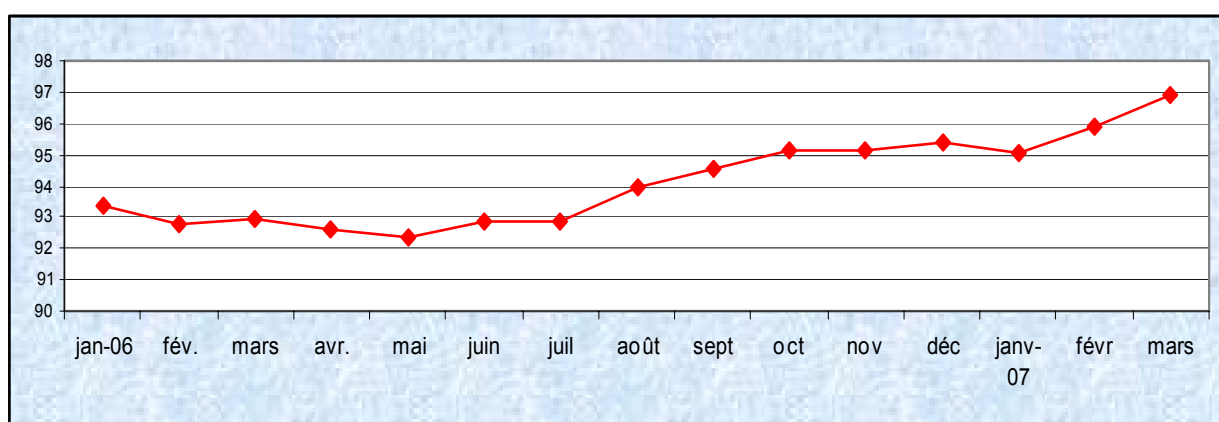
Vis-à-vis de la zone euro, il est noté une perte de compétitivité de 0,7% par rapport au mois de janvier 2007 en raison également du différentiel d'inflation défavorable. En effet, les prix intérieurs des pays partenaires de la zone n'ont augmenté que de 0,7%.

Relativement aux autres pays partenaires non membres de la zone euro, une perte de compétitivité de 1,4% est constatée au mois de mars 2007 suite à la dépréciation de 0,5% de leur monnaie vis-à-vis de l'Euro et à un différentiel d'inflation défavorable de 0,9%.

Par rapport aux pays partenaires africains non membres de l'UEMOA, l'économie sénégalaise a enregistré une perte de compétitivité de 1,9% entre les mois de février et mars 2007, en raison de la dépréciation de 0,7% de leur monnaie vis-à-vis de l'Euro combinée avec un différentiel d'inflation favorable de 1,2%.

En glissement annuel, les pertes de compétitivité enregistrées au mois de mars 2007 sont estimées à 4,2%. De même, le cumul des trois premiers mois de l'année 2007 comparé à celui, de l'année 2006, laisse apparaître une perte de compétitivité de 3,2%.

Graphique 8 : Taux de Change Effectif Réel



Source : DPEE

VI. COMMERCE EXTERIEUR

La balance commerciale a accusé un déficit de 121,5 milliards au mois de mars 2007 contre 94,4 milliards au mois précédent. Le déficit cumulé de la balance commerciale au cours du premier trimestre de 2007 s'élève à 315,7 milliards contre 189,6 milliards à la même période en 2006.

Les exportations de biens en mars 2007 sont en baisse de 4,1% en valeur et de 17,2% en volume par rapport au mois de février 2007. Quant aux importations, des hausses de 16,4% en valeur et 42,4% en volume sont notées au mois de mars 2007 comparativement au mois précédent.

6.1. Les exportations de biens en baisse

La valeur des exportations de biens s'est élevée à 54,0 milliards au mois de mars 2007 contre 56,4 milliards, soit une baisse de 4,1%.

Les exportations des principaux produits (produits alimentaires, ciment hydraulique, produits pétroliers, engrais minéraux et chimiques, acide phosphorique) sont d'une valeur de 31,2 milliards au mois de mars et baissent ainsi de 18,6% relativement au mois précédent. Seuls les produits halieutiques et les produits pétroliers ont connu des hausses respectives de 18,2% et 23,8% par rapport au mois de février.

Les exportations de produits alimentaires, qui ont représenté 34,0% des exportations totales au mois de mars 2007, se sont établies à 18,4 milliards contre 19,7 milliards au mois de février dernier. Cette baisse a été surtout favorisée par celle des exportations de produits arachidières notamment l'huile brute d'arachide qui a chuté de 57,0% au cours de la période. Le cumul des ventes à l'extérieur des produits alimentaires au premier trimestre de 2007 se chiffre à 55,5 milliards contre 46,1 milliards à la même période de 2006, soit une hausse de 17,7% tirée par les exportations de produits arachidières et de produits halieutiques.

Le ciment hydraulique a accusé une baisse de 7,7% de la valeur de ses exportations entre février et mars 2007. Cependant, le cumul des exportations au cours des trois premiers mois de 2007 est en hausse de 9,1% par rapport à celui de la même période de 2006. En glissement annuel, les exportations de ciment hydraulique ont enregistré des hausses de 12,4% et de 21,1% respectivement en volume et en valeur.

Les exportations de produits pétroliers, après la baisse de 26,6% notée entre les deux premiers mois de 2007, ont progressé de 23,8% entre février et mars 2007. Par contre, en glissement annuel comme pour le cumul sur le premier trimestre des baisses de 60,3% et de 39,3% sont respectivement enregistrées.

Les exportations d'engrais minéraux et chimiques, dont une reprise avait été notée au début de l'année, sont cependant sur une tendance baissière avec un recul de 18,6% entre février et mars 2007 après celui de 32,2% entre les deux premiers mois. Quant à l'acide phosphorique, les exportations sont nulles au mois de mars contrairement aux mois de janvier et février où celles-ci exportations avaient atteint respectivement des valeurs de 3,1 milliards et de 6,8 milliards.

Tableau 12 : Exportations en valeur des principaux produits (millions FCFA)

	2006			2007				Variation (%)		
	Février	Mars	Cumul trois mois	Janvier	Février	Mars	Cumul trois mois	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
		(1)	(2)		(3)	(4)	(5)			
PRODUITS ALIMENTAIRES	18 372	15 591	46 091	17 454	19 708	18 350	55 512	-6,9%	17,7%	20,4%
Dont :										
- PRODUITS HALIEUTIQUES	12 154	11 614	32 551	11 773	11 622	13 738	37 133	18,2%	18,3%	14,1%
- LEGUMES FRAIS	1 417	2 012	5 707	2 213	2 058	1 622	5 893	-21,2%	-19,4%	3,3%
- PRODUITS ARACHIDIERS	3 430	935	4 369	2 078	5 188	2 230	9 496	-57,0%	138,4%	117,4%
CIMENT HYDRAULIQUE	3 496	3 057	10 621	3 873	4 010	3 702	11 585	-7,7%	21,1%	9,1%
PRODUITS PETROLIERS	10 483	20 730	39 471	9 069	6 655	8 239	23 963	23,8%	-60,3%	-39,3%
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	345	505	957	1 634	1 108	902	3 644	-18,6%	78,8%	280,8%
ACIDE PHOSPHORIQUE	12 768	-	22 986	3 137	6 830	0	9 967	100,0%	///	-56,6%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	45 464	39 883	120 126	35 167	38 311	31 194	104 672	-18,6%	-21,8%	-12,9%
TOTAL	69 756	72 700	197 415	53 238	56 384	54 049	163 672	-4,1%	-25,7%	-17,1%

Source : ANSD

6.2. Les importations : reprise des importations en mars

La valeur totale des importations de biens s'est établie à 175,5 milliards au mois de mars 2007 contre 150,8 milliards au mois précédent, soit une hausse de 16,4%. En cumul sur les trois premiers mois de 2007, la valeur des importations se chiffre à 479,4 milliards, augmentant ainsi de 23,9% par rapport au cumul de la même période de 2006.

Les principaux produits, qui ont représenté 63,4% des importations en mars, ont enregistré une hausse de 13,7% de la valeur de leurs importations entre février et mars 2007 en passant de 97,9 milliards à 111,3 milliards. Les importations de produits alimentaires ont connu une augmentation de 15,8% entre février et mars tirée pour une large part par les importations de riz qui en ont représenté 41,1% en mars et qui ont affiché une hausse de 91,7%. Les produits pétroliers, les produits pharmaceutiques, les machines, appareils et moteurs ont également enregistré respectivement des hausses de 25,1%, 34,4% et 10,6% de la valeur de leurs importations entre février et mars. Pour ce qui est des autres produits, une baisse d'ensemble de la valeur des importations a été notée entre février et mars 2007.

Graphique 9 : Evolutions mensuelles des échanges extérieurs

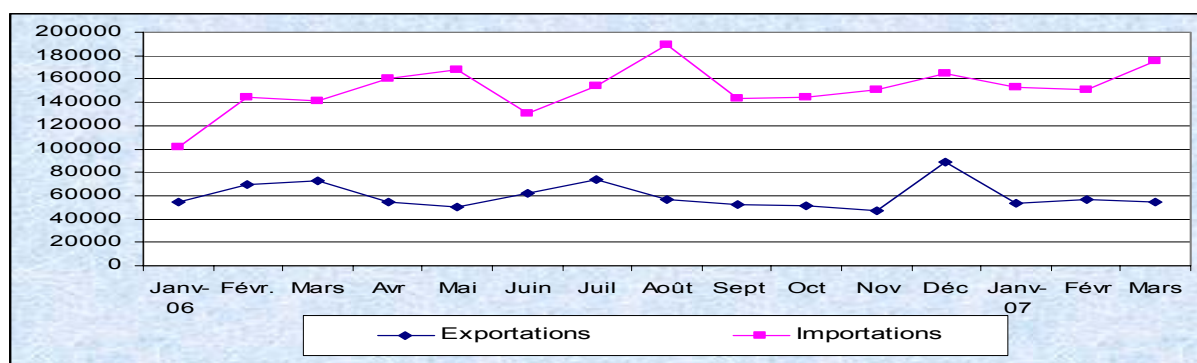


Tableau 13 : Importations en valeur des principaux produits (millions FCFA)

	2006			2007				Variation (%)		
	Février	Mars (1)	Cumul T1 2006 (2)	Janvier	Février (3)	Mars (4)	Cumul T1 2007 (5)	(4)/(3)	(4)/(1)	(5)/(2)
PRODUITS ALIMENTAIRES	29 176	31 263	83 170	35 672	26 915	31 181	93 768	15,8%	-0,3%	12,7%
Dont :			-							
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	1 950	1 962	6 179	1 888	2 578	1 990	6 457	-22,8%	1,4%	4,5%
- FROMENT ET METEIL	4 583	2 913	9 598	5 145	3 892	4 315	13 352	10,9%	48,1%	39,1%
- MAIS	1 732	331	2 239	361	812	1 708	2 881	110,5%	416,0%	28,7%
- RIZ	9 401	11 548	30 410	12 710	6 685	12 814	32 209	91,7%	11,0%	5,9%
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	5 433	8 523	15 338	6 254	5 636	2 164	14 053	-61,6%	-74,6%	-8,4%
HUILES BRUTES DE PETROLE	29 107	162	29 906	84	42	114	240	171,2%	-29,6%	-99,2%
AUTRES PRODUITS PETROLIERS	13 524	21 947	42 285	15 174	31 141	38 887	85 201	24,9%	77,2%	101,5%
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	4 134	4 705	13 293	4 219	3 832	5 151	13 203	34,4%	9,5%	-0,7%
ENGRAIS	79	352	471	464	1 086	145	1 694	-86,7%	-58,9%	259,6%
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	12 112	20 741	50 859	26 444	21 322	23 588	71 355	10,6%	13,7%	40,3%
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	10 425	13 141	30 933	14 195	11 920	11 052	37 167	-7,3%	-15,9%	20,2%
OPTIQUE HORLOGERIE MATERIEL SCIENTIFIQUE	916	1 846	3 996	3 997	1 647	1 153	6 797	-30,0%	-37,5%	70,1%
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	99 473	94 157	254 915	100 250	97 904	111 271	309 425	13,7%	18,2%	21,4%
TOTAL	144 308	141 221	387 031	153 051	150 816	175 519	479 386	16,4%	24,3%	23,9%

Source : ANSD

VII. FINANCES PUBLIQUES

Au cours des trois premiers mois de l'année 2007, l'exécution budgétaire a été marquée par un important recouvrement des recettes budgétaires et une gestion prudente des dépenses.

7.1. Evolution des recettes budgétaires

Les recettes budgétaires cumulées à fin mars 2007 sont estimées à 260,7 milliards contre 221,1 milliards au premier trimestre 2006, soit une augmentation de 39,7 milliards en valeur absolue et 17,9% en valeur relative. Cette performance provient essentiellement des recettes fiscales qui augmentent de 44,7 milliards, passant de 213,8 milliards au premier trimestre 2006 à 258,4 milliards sur la même période en 2007.

Cette situation résulte du bon recouvrement des impôts indirects qui sont évalués 174,9 milliards à fin mars 2007 contre 141,2 milliards l'année précédente, soit un accroissement de 33,8 milliards en valeur absolue et 23,9% en valeur relative. Ces performances proviennent du bon comportement des droits de douane et des taxes sur biens et services intérieurs.

Les droits de douane sont évalués à 95,4 milliards, dont 53,8 milliards de TVA à l'importation et 41,6 milliards de droits de porte, progressant ainsi de 19,7 milliards en glissement par rapport à 2006.

S'agissant des taxes sur biens et services intérieurs, les recouvrements sont évalués à 79,5 milliards à fin mars 2007 contre 65,5 milliards au premier trimestre 2006, soit une hausse de 14 milliards en valeur absolue et 21% en valeur relative. Cette progression est l'œuvre essentiellement par la TVA intérieure hors pétrole et les taxes spécifiques sur le pétrole qui ont augmenté respectivement de 8 et 5 milliards en glissement. Il faut noter que les recettes recouvrées au titre du Fonds de sécurisation des produits pétroliers (FSIPP²) sont évaluées à 9,9 milliards au premier trimestre 2007.

7.2. Evolution des effectifs de la fonction publique et de la masse salariale

Les effectifs de la fonction publique sont estimés en moyenne à 80484 agents durant le premier trimestre 2007 contre 78 085 agents durant le premier trimestre 2006, soit une augmentation de 2399 agents en valeur absolue et 3,1% en valeur relative. Cette progression découle de la prise en compte depuis le second semestre 2006 de la dernière vague de recrutement de 2005.

Les dépenses de personnel³ au cours du premier trimestre 2007 sont évaluées à 79,9 milliards contre 67,9 milliards sur la même période en 2005, soit une progression de 12 milliards en valeur absolue et de 17,9 % en valeur relative.

² FSIPP : institué en 2007

³ Ce montant comprend les dépenses de personnel hors personnel local des ambassades évalué autour de 0,8 milliard.

VIII. MONNAIE ET CREDIT

A fin mars 2007, la situation estimée des institutions monétairesⁱ, comparée à celle du mois précédent, est marquée par des hausses respectives des avoirs extérieurs nets, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

8.1 Hausse des avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont estimés à fin mars 2007 à 791,9 milliards de FCFA contre 780,9 milliards de FCFA un mois auparavant, soit une hausse absolue de 11 milliards de FCFA. Cette hausse serait imputable aussi bien à la banque centrale qu'aux banques primaires.

Estimés à 613,6 milliards de FCFA à fin mars 2007, les avoirs extérieurs nets de l'institut d'émission auraient augmenté de 8,5 milliards de FCFA par rapport au mois précédent, soit 1,4% en variation relative. Sur une base trimestrielle, ils auraient crû de 44,3 milliards de FCFA.

S'agissant des banques primaires, leurs avoirs extérieurs nets auraient également augmenté de 1,4% en variation mensuelle, passant de 175,8 milliards de FCFA à 178,3 milliards de FCFA entre fin février et fin mars 2007. En glissement trimestriel, une baisse de 32 milliards de FCFA des avoirs extérieurs nets des banques primaires serait notée.

Par rapport à fin décembre 2006, la position extérieure nette des institutions monétaires du Sénégal se serait améliorée de 12,4 milliards de FCFA.

8.2 Crédit intérieur : Détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG), accroissement des crédits à l'économie

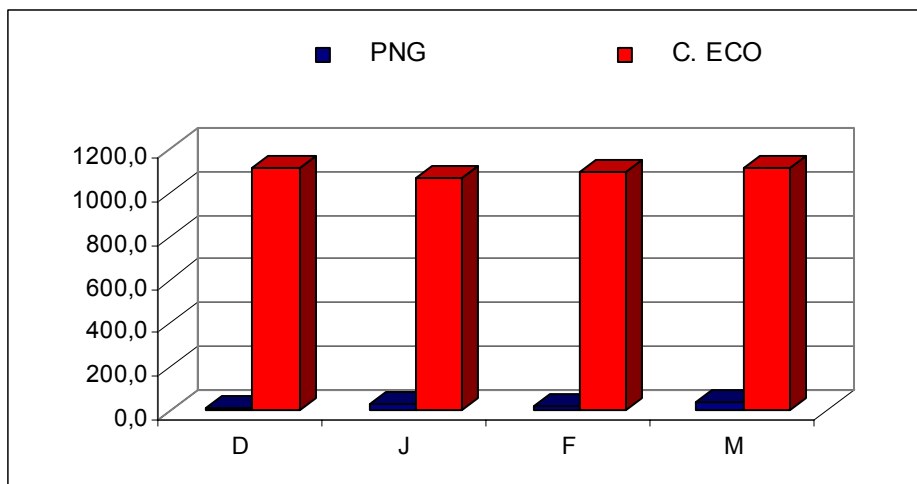
L'encours du crédit intérieur est estimé à 1152,4 milliards de FCFA à fin mars 2007. Il aurait augmenté de 30,2 milliards de FCFA par rapport au mois précédent, soit 2,7% en variation relative. Cette hausse traduirait une détérioration de la position nette du gouvernement (PNG), accompagnée d'une augmentation des crédits à l'économie.

La position nette du gouvernement par rapport au système bancaire (PNG) est estiméeⁱⁱ débitrice de 39,1 milliards de FCFA à fin mars 2007. Elle se serait détériorée de 12,8 milliards de FCFA sur une base mensuelle, soit 48,9% en variation relative. Par rapport à fin décembre 2006, la PNG se serait détériorée de 28 milliards de FCFA.

En variation mensuelle, l'encours des crédits à l'économie aurait maintenu sa tendance haussière depuis le début de l'année. Il est estimé, à fin mars 2007, à 1113,3 milliards de FCFA contre 1095,9 milliards de FCFA un mois auparavant, soit une hausse de 17,4 milliards de FCFA. Comparativement à fin décembre 2006, les crédits à l'économie auraient augmenté de 2 milliards de FCFA, soit 0,2% en variation relative.

Sur une base trimestrielle, l'encours du crédit intérieur aurait progressé de 30 milliards de FCFA.

Graphique 10 : Le crédit intérieur



8.3 Augmentation de la liquidité globale de l'économie

Estimée à 1794,3 milliards de FCFA à fin mars 2007, la masse monétaire aurait augmenté de 41,2 milliards de FCFA en glissement mensuel, soit 2,4% en valeur relative. Cette situation reflèterait une hausse simultanée et dans la même proportion de ses composantes. En effet, la circulation fiduciaire, les dépôts en banques et les dépôts en CCP se seraient accrus de 2,4% entre fin février et fin mars 2007.

En glissement trimestriel, la liquidité globale de l'économie aurait augmenté de 43,1 milliards de FCFA.

Tableau 14 : La Situation Monétaire Intégrée

	DEC(1)	JAN	FEV (2)	MARS (3)	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)
AEN	779,5	793,6	780,9	791,9	11,0	1,4	12,4
AEN BCEAO	569,3	598,9	605,1	613,6	8,5	1,4	44,3
AEN BANQUES	210,2	194,7	175,8	178,3	2,5	1,4	-32,0
CREDIT INTERIEUR	1122,4	1101,6	1122,2	1152,4	30,2	2,7	30,0
PNG	11,1	30,2	26,3	39,1	12,8	48,9	28,0
C. ECO	1111,3	1071,4	1095,9	1113,3	17,4	1,6	2,0
MASSE MONETAIRE	1751,2	1727,4	1753,1	1794,3	41,2	2,4	43,1
CIRCULATION FIDUCIAIRE	453,4	419,1	427,1	437,2	10,0	2,4	-16,2
DEPOTS EN C.C.P.	16,8	18,7	18,6	19,1	0,4	2,4	2,3
DEPOTS EN BANQUES	1281,0	1289,5	1307,3	1338,1	30,7	2,4	57,0

Source : BCEAO/Agence

Estimations mars 2007 : DPEE

ⁱ Par rapport à la précédente note, les estimations de la situation des institutions monétaires des mois de janvier et de février ont été mises à jour.

ⁱⁱ Toutes les estimations de la PNG sont de la BCEAO.